

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 12 janvier 2020

CAUSERIE ET INFOS

La putréfaction du capitalisme a atteint tous les secteurs d'activité et tous les rapports sociaux, bref, l'ensemble des activités humaines sont concernées, et elle est en voie de s'étendre à l'ensemble de l'humanité menaçant ainsi sa survie.

C'est une question de vie ou de mort. Le niveau de conscience politique (et d'organisation) doit impérativement s'élever au niveau de la mondialisation du capitalisme.

Du coup, les conditions pour le combattre et l'éradiquer de la surface de la planète ont été modifiées et se sont considérablement complexifiées, au point qu'une prise de conscience partielle ou isolée des maux engendrés par la survie du capitalisme ne permettra jamais de parvenir à la conclusion qu'il faut l'abattre, si on ne parvient pas à prendre conscience que son rôle historique est achevé.

Le capitalisme fait l'objet d'une mystification digne d'un conte de fées, de sorte que les peuples croient qu'ils lui sont redevables de leur relatif bien-être ou qu'il serait à l'origine des progrès réalisés par la civilisation humaine, pour finalement lui vouer un véritable culte qui rythme leur mode de vie et de penser ou a littéralement envahi leurs cerveaux et dicte leur comportement.

Intégrer ce constat dans notre analyse, démontrer point par point cette interprétation idyllique et frauduleuse à caractère idéologique du capitalisme, permet d'établir avec précision à quel niveau se situe le niveau de conscience atteint par chacun de nos interlocuteurs, à quel niveau se situe les liens avec le capitalisme des différents acteurs politiques, autrement dit, cela permet de déterminer quels sont les vrais et les faux amis de notre cause, à quel degré l'idéologie capitaliste les influence, à quel degré d'adaptation au capitalisme ils sont parvenus, ainsi que les avantages qu'ils en attendent en retour sans se soucier des conséquences nuisibles qui découlent de la survie du capitalisme, dès lors qu'elles ne les concernent pas directement en fonction de leur statut social ou de la place qu'ils occupent dans le mode de production et la société.

Bien entendu, on sait par avance que peu de travailleurs sont susceptibles d'accéder à cette vision globale du processus historique dans lequel le capitalisme s'insère, et on n'a nullement l'intention de prétendre ici que la majorité ou l'ensemble des travailleurs pourraient en prendre conscience en dehors du déroulement d'un processus révolutionnaire...

En revanche rien n'interdit de penser que les travailleurs les plus avancés, les plus évolués, les plus conscients pourraient accéder à ce niveau de conscience supérieur, parce qu'ils détiennent la capacité de se débarrasser des dernières illusions qu'ils ont encore dans le capitalisme. A condition et à condition seulement, de replacer le développement du capitalisme au sein du processus historique dont il est une composante ou une étape, car c'est le seul moyen pour pulvériser en miettes la mystification dont il a fait l'objet et qui les y rattache encore, afin d'arriver à concevoir que finalement absolument rien ne permettait de justifier ou de légitimer, que l'homme aurait été voué à demeurer éternellement sous le joug du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou que le capitalisme aurait été l'ultime étape du développement de la civilisation humaine, car ce processus historique présentait la particularité de préparer les conditions qui permettraient de s'émanciper de cet horizon soi-disant indépassable du capitalisme, dont le

mûrissement de la conscience politique des exploités et des opprimés constituaient la condition subjective essentielle.

Rassembler ces travailleurs, les organiser dans un parti, sur la base de cette prise de conscience et de cet objectif qui correspond au socialisme, voilà notre tâche, et la seule dont nous sommes comptable.

Sur quoi est basée cette analyse ? Une simple observation.

Le mouvement ouvrier s'est gangrené, profondément divisé, putréfié, disloqué, au profit principalement des ONG ou des associations qui ont pour fonction de détourner les travailleurs de la lutte de classe contre le régime en place. Ils les invitent à participer à la grande illusion qui consiste à leur faire croire que le capitalisme pourrait être amélioré ou réformé, en les engageant à combattre les conséquences de ses excès ici ou là pendant qu'ils s'aggravent ailleurs sans qu'ils s'en soucient.

Les mal nommés réseaux sociaux complètent utilement le tableau en encourageant chacun à s'exprimer, de sorte que chacun aura l'impression trompeuse de vivre dans une société plus démocratique, alors qu'en réalité elle se dirige à grand pas dans la direction inverse. Ce procédé tend à favoriser l'atomisation ou l'individualisation de chaque travailleur au détriment du développement de leur prise de conscience d'appartenir à une seule et unique classe sociale et que leurs intérêts sont communs.

Quant au nihilisme, qui se nourrit naturellement de l'ignorance ou de l'inconscience ambiante, il vient achever cette oeuvre destructrice en participant à la remise en cause ou à la réécriture permanentes du passé et des connaissances acquises, de sorte que tous les repères qui permettaient de s'orienter pour progresser ou pour tenter de comprendre la situation s'évanouissent les uns après les autres, tandis que tous les rapports qui structuraient la société s'effondrent pour finalement ne laisser place qu'à la médiocrité et à la désolation, à un vide qu'en réalité ceux qui détiennent le pouvoir viennent combler ou occuper autoritairement en totalité, la société toute entière se désagrègeant et se dirigeant droit vers une forme de totalitarisme qu'aucune force ne semble pouvoir arrêter. Rien de tel pour se démoraliser, briser les résistances, se résigner, pire, faire allégeance à ce régime ploutocratique despotique.

On comprendra facilement pourquoi dans de telles conditions, voué à une telle pression idéologique un travailleur isolé n'a aucune chance de comprendre ce qui est en train de se produire, et qui plus est de s'en sortir, il sera manipulé ou finalement broyé, réduit à l'état d'esclave docile ou impuissant.

Totalitarisme ou socialisme il faut choisir, pourquoi ?

Parce que nos ennemis ont assimilé le socialisme ou le communisme au totalitarisme, et parce que le socialisme est la seule alternative possible au capitalisme. Il est donc plus que tant ou le moment est particulièrement opportun d'expliquer à tous les travailleurs et tous les peuples qui ne supportent plus les conditions que leur impose le capitalisme, que ceux qui leur ont décrit le socialisme comme un régime failli ou criminel leur avaient menti une fois de plus, ce qui ne devrait plus les étonner. Et pourquoi leur avaient-ils menti ? Parce que le socialisme était la pire menace réelle et sérieuse pour le capitalisme, son cauchemar.

Cause à effet. Qui conteste que le processus historique se soit déroulé inconsciemment ?

Même des ennemis farouches du socialisme l'admettent, la preuve.

Par Dr. Paul Craig Roberts - Mondialisation.ca, 07 janvier 2020

Paul Craig Roberts, 80 ans, économiste et journaliste américain, libertarien, membre du parti républicain, sous-secrétaire du Trésor dans l'administration Reagan au début des années 1980.

Ce qu'il dit, c'est que le capitalisme est plus nuisible qu'utile même si il y demeure attaché, ce témoignage a d'autant plus de valeur.

Craig Roberts - Les externalités négatives sont négligés par les économistes, et les conséquences involontaires des lois et des décisions politiques – en fait, toute décision, même celles qui semblent très rationnelles – peuvent être surprenantes. Je suis convaincu que les externalités négatives de la production capitaliste dépassent les profits et, dans certains cas, dépassent même les coûts de production. La loi la plus soigneusement étudiée, comme l'entreprise la plus soigneusement planifiée peuvent avoir des conséquences désastreuses. Essentiellement, lorsque les humains prennent des décisions, ils n'évaluent jamais totalement les conséquences de ce qu'ils font.

Lorsque le capitalisme est vu sous l'angle réel de son fonctionnement et non sous l'angle romantique que lui donne l'économie de marché, il est visiblement une force destructrice. Moins il est réglementé, plus il est une force destructrice.

La perte d'emplois dans une société détruit les échelles de la mobilité ascendante, augmentant ainsi l'instabilité sociale et politique, et la concentration de tous les gains de richesse aux mains des cadres et actionnaires des entreprises empêche la redistribution des revenus et nous ramène à l'époque pré-moderne, aux temps de l'aristocratie et des serfs.

LVOG - Si maintenant certains farouches partisans du capitalisme en arrivent à dresser ce constat, cela signifie que parmi les travailleurs un grand nombre en arrivent au même constat, ou tout du moins sont disponibles pour entendre ce genre de discours qui ne les choquera pas, et chercher une issue politique à la crise du capitalisme...

● [26 pages au format pdf](#)

Nihilisme et totalitarisme. "On vivra dans un monde de pseudo connaissances".

LVOG - On y était déjà, c'est l'échelle qui a changé.

Parole d'internaute

1- "Une étude du MIT publiée dans la revue Science en mars 2018 montre que :

« Les mensonges se diffusent significativement plus loin, plus rapidement, plus en profondeur et de façon plus large que la vérité dans toutes les catégories d'information, avec des effets plus prononcés quand il s'agit de nouvelles erronées sur la politique. »

« Il a fallu à la vérité environ six fois plus de temps que le mensonge pour atteindre 1 500 personnes et 20 fois plus de temps que le mensonge pour atteindre une profondeur de cascade de 10. Comme la vérité ne s'est jamais répandue au-delà d'une profondeur de 10, nous avons vu que le mensonge atteignait une profondeur de 19 près de 10 fois plus vite que la vérité n'atteignait pas la profondeur de 10. Le mensonge a également diffusé de manière significativement plus large et a été retweeté par plus d'utilisateurs uniques que la vérité à chaque profondeur de cascade. »

<https://science.sciencemag.org/content/359/6380/1146.full>

Sur l'avenir de la vérité et de la désinformation en ligne, une étude effectuée par le Pew Research Center nous apprend que pour une majorité d'experts, dans les 10 prochaines années, on ne sera

pas capable de développer des méthodes qui vont pouvoir lutter contre la désinformation. On vivra dans un monde de pseudo connaissances sur le web qui circuleront sur la base d'informations vraies.

<https://www.pewinternet.org/2017/10/19/the-future-of-truth-and-misinformation-online/>

Autrement dit, la crise traversée par notre civilisation est bien plus grave et plus profonde que ce que l'on croit."

LVOG - C'est ce que répète souvent, mais à vrai dire, tout le monde ou presque s'en fout !

2- "La preuve: 75% d'entre eux croient dur comme fer que l'électricité nucléaire est une source majeure de production de CO2. En l'occurrence ici, un mensonge par omission et tour de passe passe des Verts, pas à une contradiction près."

LVOG - C'est un exemple valable.

Dossier retraites.

"Tout ça, c'est un vrai bulldozer sur nos acquis" : les manifestants loin d'être satisfaits du retrait provisoire de l'âge pivot. - Franceinfo 11.01

Le Premier ministre, Edouard Philippe, s'est dit samedi "disposé à retirer", sous conditions, l'âge pivot de 64 ans du projet de réforme des retraites dans un courrier aux partenaires sociaux, un geste bien accueilli par les syndicats réformistes.

Mais les membres de l'intersyndicale formée de la CGT, FO, la FSU, Solidaires, la CFE-CGC et trois organisations de jeunesse continuent à réclamer "le retrait de ce projet".

Le retrait provisoire de l'âge pivot annoncé par Edouard Philippe, c'est très loin d'être suffisant pour les manifestants à Paris.

La CGT revendique 150 000 personnes dans les rues de Paris, samedi 11 janvier, contre 21 000 pour la préfecture. Au niveau national, le ministère de l'Intérieur a compté 150 000 personnes, contre 500 000 pour la CGT.

Au terme de ce samedi de mobilisation à travers la France, l'intersyndicale opposée à la réforme des retraites du gouvernement appelle à une nouvelle journée interprofessionnelle de grèves et de manifestations le 16 janvier, la 6e après celles des 5, 10 et 17 décembre, 9 et 11 janvier. Franceinfo 11.01

LVOG - Pour un samedi c'est très peu, le contrecoup sans doute des journées d'action morcelées pour faire passer cette contre-réforme scélérate.

En complément

- Nancy : Un délégué syndical se suicide sur son lieu de travail dans un supermarché - 20minutes.fr 11.01

Un délégué syndical FO s'est suicidé samedi matin sur son lieu de travail, un hypermarché (E. Leclerc - Ndlr) de Vandoeuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle), laissant une lettre où il met en cause, notamment, des difficultés professionnelles, a-t-on appris de sources concordantes. Les images de vidéosurveillance du magasin ont montré l'homme tirant un transpalette dans le rayon

où il travaillait, s'arrêtant pour sortir une arme et la retournant vers lui-même avant de tirer, a confirmé le procureur de la République de Nancy, François Pérain.

Les faits se sont déroulés peu après 5 h 00, heure à laquelle ce salarié avait commencé son travail. Sur le corps « a été retrouvée une lettre expliquant son geste et faisant état de difficultés dans le cadre de son travail ainsi que de difficultés personnelles », a indiqué François Pérain. 20minutes.fr 11.01

L'écologie politique est une composante de la société ouverte de Soros.

Macron le 10 janvier devant les membres de la Convention citoyenne pour le climat : "*Je crois que le modèle d'une économie de marché ouverte est compatible avec l'écologie*". (AFP 11.01)

Capitalisme, stop ou encore ?

Ils vous manipulent sous toutes les coutures, y compris génétiquement.

LVOG - L'économie de "*marché ouverte*" vous souhaite bon appétit. La question qui tue ceux qui la posent :

- "**Viande spaghetti**" : faut-il s'inquiéter des filets de poulet qui s'effilochent sous vos yeux ?
- Franceinfo 10 janvier 2020

Depuis une dizaine d'années, les abattoirs découvrent des anomalies dans la chair de volailles élevées de manière intensive.

Une équipe de France 2 aux Etats-Unis a constaté, dans les rayons des supermarchés, la vente de blancs de poulet présentant d'étranges lignes blanches. Après le déballage, surprise : certains de ces filets se désagrègent entièrement.

"On appelle cela de la 'viande spaghetti'", explique Rachel Dreskin, directrice de la branche américaine de l'association de défense des animaux d'élevage Compassion in World Farming (CIWF). "La fibre musculaire est cassée et ça donne une texture qui ressemble aux spaghettis. Les poulets grossissent tellement et tellement vite que leur corps ne fournit pas assez d'oxygène et de nutriments à la fibre musculaire, qui se dégrade et devient filandreuse." La vidéo parle d'elle-même.

En près de soixante ans, le poids des poulets américains a été multiplié par quatre, tandis que la durée d'élevage a presque été divisée par deux. La faute aux hormones ? Perdu, celles-ci sont interdites pour les volailles aux Etats-Unis. Pas de trace de gavage non plus. Ces poulets au gabarit XXL sont le fruit de manipulations génétiques, qui consistent à croiser les bêtes les plus imposantes, pour donner naissance à des géants. Avec, à la clé, des effets secondaires peu ragoûtants.

Le phénomène est mondial. Un filet français sur dix atteint de "spaghetisme"

La France n'est pas épargnée. Ces 40 dernières années, la consommation individuelle de volaille a presque doublé en métropole, dopée par le poulet, selon un récent rapport du ministère de l'Agriculture. Le produit phare du secteur est devenu l'escalope vendue à la découpe, d'où l'appétit des industriels pour les poulets avec un rendement en filets élevés.

Dans un article présenté en mars 2019 aux Journées de la recherche avicole, cinq chercheuses de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) ont décrit un "lien" entre les "nouvelles pratiques" visant à "alourdir les poulets à croissance rapide" et l'apparition, "depuis une dizaine

d'années", de "plusieurs défauts" affectant principalement les filets de poulet. Quatre anomalies principales ont été listées : le "white striping", qui "correspond à la présence de stries blanches" sur la viande, le "wooden breast", caractérisé par "une texture plus dure" par endroits, l'"Oregon disease", notable à la couleur verte des aiguillettes, et enfin les filets "spaghettis", "dont les fibres musculaires se dissocient les unes des autres".

En France, la fréquence de ces défauts a été mesurée, dans une enquête de 2017 portant sur 123 lots. Elle a révélé que "66% des filets présentaient le défaut de 'white striping' (dont 15% à un degré sévère), 53% présentaient le défaut de 'wooden breast' (dont 22% à un degré sévère) et 11% des filets étaient atteints du défaut 'spaghetti'", relèvent les chercheuses de l'Inra. L'incidence du problème des "aiguillettes vertes" n'était que de 0,33%.

...des conséquences nutritionnelles existent : cette viande est plus grasse. "Il est avéré qu'on retrouve moins de protéines nobles, plus de collagène et plus de lipides", note Elisabeth Baéza-Campone, chercheuses de l'Inra.

La principale victime de cette course au rendement est l'animal. "Les défauts observés s'apparentent à une myopathie. Des cellules de graisse remplacent des fibres musculaires. Les volailles, plus lourdes, ont un centre de gravité déplacé vers l'avant et vont moins bien marcher." Le développement du squelette ne suit pas le rythme imposé et, faute de place en longueur ou en hauteur, les filets croissent en épaisseur. Franceinfo 10 janvier 2020

LVOG - Ils ajoutaient dans cet article, que lorsque ces défauts étaient trop visibles cette barbaque immonde était envoyée aux usines de pâtés pour chien et chat, bref, vous voyez pour quoi ils nous prennent, et il faudrait les ménager ?

Ils ne se sont jamais autant goinfrés !

- CAC 40 : versements record aux actionnaires en 2019 - Les Echos 9 janvier 2020

A 60 milliards d'euros, les liquidités restituées aux actionnaires du CAC 40 dépassent le niveau record de 2007. Elles ont augmenté de 12 % par rapport à l'année dernière. Compte tenu des bons résultats 2019 attendus, les dividendes et les rachats d'actions devraient encore progresser cette année.

Les actionnaires des groupes du CAC 40 n'ont jamais été aussi bien rémunérés. En 2019, les champions de la cote parisienne leur ont redistribué plus de 60 milliards d'euros, dont 49,2 milliards sous forme de dividendes, un record, selon la dernière étude annuelle réalisée par les auteurs de la lettre Vernimmen.net. Les rachats d'actions, eux, ont atteint 11 milliards d'euros, un montant comparable à celui de 2018.

Ces versements record sont en très nette hausse (+12 %) par rapport à l'année dernière . Il aura fallu attendre 2018 pour que les distributions aux actionnaires approchent à nouveau leurs niveaux de 2007. Cette fois, ils sont largement dépassés. « Cela rappelle en creux la violence de la dernière crise financière : en 12 ans, les liquidités rendues par les quarante plus grands groupes cotés à Paris ont crû de seulement 0,5 % par an en moyenne », commente Pascal Quiry, professeur à HEC et co-auteur de la lettre spécialisée en finance avec Yann Le Fur.

Un signal positif sur la santé des groupes du CAC 40

Pour lui, cette distribution n'est pas surprenante, «compte tenu des très bons résultats des sociétés du CAC 40 à ce point du cycle. Hors éléments exceptionnels et non récurrents, les résultats nets ont augmenté de 7 % en 2018 ». Cette année-là, les entreprises ont dégagé un total

de 88,5 milliards de profits, selon les chiffres compilés par EY pour « Les Echos ». L'activité, l'investissement et les marges opérationnelles étaient dans l'ensemble très bien orientés.

Autre signe positif, au-delà du montant absolu de redistributions : en 2018, la part des rachats d'actions est restée relativement modérée. Ils ont été quasiment deux fois moins importants qu'en 2007 : 10,7 milliards contre 19,2 milliards, il y a 12 ans. « Cela montre une meilleure confiance dans l'avenir immédiat, car un dividende se réduit moins aisément qu'un programme de rachat d'actions », analyse Pascal Quiry. Un dividende ne s'augmente en effet qu'après mûre réflexion. Le risque est trop grand de décevoir les actionnaires en le baissant l'année suivante. Ainsi, lorsque l'environnement s'est dégradé entre 2007 et 2009, les dividendes ont seulement été réduits de 38 à 27 milliards d'euros, alors que les rachats d'actions, eux, ont disparu. La tendance devrait se poursuivre

« Il est probable que l'an prochain les chiffres que nous publierons seront encore meilleurs compte tenu de la progression des résultats 2019 que l'on entrevoit. » Compte tenu de leur part encore relativement modeste, les rachats d'actions pourraient alors progresser encore plus vite que les dividendes. Ils ne représentent que 18 % du total des redistributions aux actionnaires de 2019. Une proportion inférieure à ce que l'on observait par exemple en 2007, 2008, 2016 et 2018.

Distribution et investissement vont de pair

« Contrairement à ce qu'on entend parfois, aucun groupe du CAC 40 ne choie ses actionnaires au détriment du développement de son activité. » Le débat fait rage, tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Les auteurs du Vernimmen se sont donc penchés sur l'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles réalisé par les groupes du CAC 40, à l'exclusion des investissements financiers et de croissance interne.

A les entendre, le constat est sans appel. Pour ces sociétés largement internationales - souvent plus des deux tiers de l'activité -, des marges élevées et un endettement modéré « permettent de conjuguer dividendes et investissements dans un cercle vertueux ». L'idée selon laquelle « les groupes du CAC 40 sacrifieraient le montant de leurs investissements au versement de dividendes et aux rachats d'actions pour le plus grand profit d'actionnaires [...] est contredite par les chiffres », ajoutent-ils.

En 2018, les entreprises du CAC 40 ont non seulement reversé des liquidités record à leurs actionnaires mais ont aussi investi 82 milliards d'euros, soit 9,7 % de plus qu'en 2017. Autre illustration montrant que distribution et investissements vont de pair : ceux des groupes qui ont procédé aux dix plus gros versements, ont aussi davantage progressé (+16,3 %). « Plus les groupes du CAC 40 ont rendu des liquidités à leurs actionnaires en 2019, plus ils ont accru leurs investissements. »

Seulement 8 sociétés à l'origine de plus de la moitié des versements

Les trois groupes qui redistribuent le plus de capitaux propres à leurs actionnaires sont, comme souvent ces dernières années, Total (8,5 milliards d'euros), Sanofi (3,8 milliards), et BNP Paribas (3,7 milliards). Ils représentent à eux trois 27 % des volumes. En ajoutant cinq autres groupes (3,2 milliards pour Vivendi et AXA, 3 pour LVMH, 2,9 pour L'Oréal et 2,8 pour Engie), la barre des 50 % des fonds redistribués est franchie.

Ce n'est pas un hasard s'il s'agit souvent d'entreprises matures. « Elles génèrent des capitaux propres importants, que leur faible croissance et forte marge rendent inutiles en leur sein. Il est plus sain de les reverser à leurs actionnaires, plutôt que de les gaspiller en surinvestissements ou en placements oisifs de trésorerie et de priver ainsi de capitaux propres d'autres groupes qui en

auraient besoin pour se développer et vers qui les dividendes et rachats d'actions de ces mastodontes seront réinvestis. »

Des dividendes en actions pour préserver la structure financière

« Aucun groupe du CAC 40 n'a dû s'endetter au-delà du raisonnable pour verser un dividende », poursuit le co-auteur du Vernimmen. Les groupes soucieux de ne pas mettre sous tension leur structure financière ou de préserver intacte leur capacité à réaliser des opérations de croissance externe - dans l'ensemble les groupes du CAC 40 sont peu endettés - ont souvent choisi de verser leur dividende en actions.

Total, notamment - qui n'a pas réduit son dividende depuis 1981 -, y a eu recours à hauteur de 1,8 milliard (sur un total de 7,8 milliards de dividendes). Le paiement en actions lui a ainsi permis de maintenir son dividende constant en dépit des variations des cours du pétrole. De quoi satisfaire des actionnaires comme les fonds de pension américains et britanniques, qui ont besoin de recevoir des flux de trésorerie réguliers pour remplir leurs engagements en matière de retraite.

Société Générale, Publicis et Carrefour ont, eux, payé la majeure partie de leurs dividendes en actions. « Ce sont autant de débours de trésorerie évités pour ces groupes. » Le cas d'Atos est particulier. L'entreprise de services informatiques a versé 2,4 milliards de dividendes en actions en 2019 pour poursuivre la scission avec son ancienne filiale Wordline. Il a ainsi distribué 23,5 % du capital de Wordline à ses propres actionnaires, réduisant ainsi sa participation à 27,3 %.

Des rachats d'actions dus pour moitié à Total et Vivendi

Les sociétés du CAC 40 ont racheté pour 10,7 milliards d'euros de leurs propres actions, ce qui représente 0,6 % de leur capitalisation boursière. Au total, 16 groupes ont procédé à des rachats d'actions significatifs, c'est-à-dire d'au moins 100 millions d'euros.

Mais les 10,7 milliards d'euros de rachats d'actions s'expliquent surtout par Total et Vivendi, qui ont à eux deux réalisé la moitié de ces opérations. Une partie des rachats d'actions de Total neutralise la dilution induite par ses dividendes payés en actions. Vivendi, de son côté, restitue des liquidités suite à des cessions d'actifs (Ubisoft). « Le groupe s'efforce aussi de conforter la position de l'actionnaire minoritaire contrôlant, Bolloré », explique Pascal Quiry. Quatre groupes - Safran, Vinci, L'Oréal, et Accor - ont consacré entre 500 millions et 1 milliard d'euros chacun aux rachats d'actions.

Les dividendes progressent plus vite que les résultats nets

En 2019, les dividendes ont progressé plus vite que les résultats nets courants : +13 % contre +7 %. Les auteurs de l'étude expliquent que 40 % de la hausse des dividendes est liée aux choix de quatre groupes, « trois - Kering, LVMH et L'Oréal - en raison de l'excellence de leurs performances opérationnelles, et un - Engie - en raison d'un effet de rattrapage ». Le groupe énergétique avait réduit son dividende par action de 53 % depuis 2013.

Les taux de distribution (dividendes) des entreprises du CAC 40, eux, restent sables. Le taux moyen a progressé d'un point à 47 %. En tenant compte des rachats d'actions et des dividendes extraordinaires, ce taux de distribution recule légèrement, à 58 %, soit un point de moins qu'en 2018. Les Echos 9 janvier 2020

L'économie d'armement et de guerre bat tous les records.

- Experts: les dépenses mondiales de défense ont dépassé 1,8 trillion de dollars en 2019 - Mondialisation.ca, 11 janvier 2020

LVOG - 1,8 trillion de dollars = 1.800 milliards de dollars.

- Des dix principaux pays ayant les dépenses de défense les plus importantes, on trouve en tête les Etats-Unis, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde, le Royaume-Uni et la Russie qui arrive après l'Allemagne et la France.

C'est l'agence Jane's Defence Industry & Markets Intelligence Centre, analyste sur les informations des budgets de défense au niveau mondial, qui vient de fournir des données pour l'année passée.

Augmentation des dépenses d'armement des pays de l'UE. «En 2019, les dépenses mondiales de défense ont dépassé 1,8 trillion de dollars. Ce résultat est largement dû à la croissance des dépenses de défense en Europe», ont déclaré les experts de Jane's. Selon le rapport annuel de cette même agence sur l'évolution des dépenses de défense pour 2019, la croissance des dépenses mondiales de défense a ralenti de 1% en 2019, contre 6% en 2018. Les experts ont cependant déclaré que «bien qu'il y ait eu une baisse dans la plupart des régions, ces coûts des pays européens ont augmenté de 5,2%. De plus, six des dix budgets de défense les plus élevés en 2019 appartiennent aux pays européens» tout en notant que dans cette zone la croissance la plus rapide concerne la Bulgarie qui a affiché des dépenses de défense en 2019 de 125%. «Cela est dû au paiement effectué en août par le pays pour huit chasseurs F-16 Block 70», explique l'expertise. Selon l'agence Jane's, les dépenses totales de défense de l'Europe atteindront 300 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. «Depuis 2005, ils se situent entre 250 et 275 milliards de dollars. En 2019, les budgets de défense des pays d'Europe occidentale et orientale ont augmenté respectivement de 4% et 12%. Les dépenses de défense de l'Allemagne et de la Suède ont augmenté de 11% et 9%. Depuis 2014, les dépenses de défense dans les pays d'Europe orientale ont plus que doublé – passant de 4 milliards de dollars en 2013 à 10,4 milliards de dollars en 2019», a déclaré Fenella McGerty, analyste principale à Jane's sur le dossier concernant l'analyse des dépenses de défense pour l'année 2019. On estime que le budget total de la défense de l'Europe de l'Est passera à 57 milliards de dollars d'ici 2030 et représentera 2,7% du total mondial.

La dépense russe bien loin derrière celle des Etats-Unis. Selon Jane's, le budget de la défense de la Russie en 2019 s'élevait à 48 milliards de dollars (au taux du dollar américain de 2019), soit 1 milliard de plus qu'un an plus tôt. En 2018 et 2019, la Fédération de Russie s'est classée huitième dans la liste des pays ayant les dépenses de défense les plus importantes.

Les dépenses de défense américaines sont les premières. Les dépenses de défense des États-Unis en 2019 se sont élevées à 726,2 milliards de dollars (40% des dépenses mondiales de défense), en légère baisse par rapport à l'année précédente (742 milliards de dollars). Selon les résultats de 2020, les dépenses de défense de Washington devraient chuter à 721 milliards de dollars, selon les experts. En 2020, les États-Unis devraient donner la priorité à des travaux dans les domaines de l'hypersound, de l'intelligence artificielle, de l'énergie directionnelle, de l'autonomie, de la cybernétique et de l'espace.«Au cours des dix prochaines années, l'augmentation annuelle des dépenses mondiales de défense passera de 1,5 à 2%», a déclaré Fenella McGerty. L'agence composée d'experts en la matière a révélé les dix principaux pays ayant eu les dépenses de défense les plus importantes en 2019: les États-Unis (726 milliards de dollars), la Chine (217 milliards de dollars), l'Arabie saoudite (57 milliards de dollars), l'Inde (57 milliards de dollars), le Royaume-Uni (56 milliards de dollars), la France (53 milliards de dollars), Allemagne (48 milliards de dollars), Russie (48 milliards de dollars), Japon (45 milliards de dollars),

Corée du Sud (41 milliards de dollars). Par rapport à 2018, la liste actuelle n'a pas beaucoup changé. L'Allemagne est passée à la septième place, tandis que le Japon a pris la neuvième.

Globalement, l'Otan augmente ses dépenses de défense. Dix pays – membres de l'Alliance de l'Atlantique Nord (Otan), dont la Bulgarie, la Grande-Bretagne, la Grèce, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, les États-Unis, la France, l'Estonie, ont porté leurs dépenses de défense à 2% du produit intérieur brut (PIB). «En 2014, seuls quatre membres de l'Otan – le Royaume-Uni, la Grèce, les États-Unis et la France – ont atteint ce chiffre», ont déclaré les experts de l'agence.

La zone pacifique loin derrière les dépenses des Etats-Unis. Selon Jane's, la part de la région Asie-Pacifique (APR) dans les dépenses mondiales de défense est de 472 milliards de dollars. «Le budget de la défense de la Chine s'élevait à 217 milliards de dollars en 2019, soit 46% du niveau régional. L'Inde occupe la deuxième place en termes de dépenses de défense avec 56 milliards de dollars (12% de l'indicateur régional)», a déclaré Jane's, notant qu'en 2018 le budget de défense de la Chine s'élevait à 208 milliards de dollars.

Au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne, cet indicateur représente respectivement 13 milliards et 174 milliards de dollars, selon les experts. Mondialisation.ca, 11 janvier 2020

Parole d'internaute

1- "La représentation commune du monde capitaliste dans lequel nous vivons est biaisée. Elle ne permet pas de le comprendre dans sa réalité.

En effet, de manière insidieuse, notre système capitaliste détourne à son avantage – et à notre insu – la fonction de tout ce qui est susceptible de renforcer l'image que les dominants veulent lui donner. Seront ainsi pervertis les « experts », les médias ou encore l'Ecole de la maternelle aux plus prestigieux établissements qui façonnent notre perception du système.

Notre vie durant, nous baignons dans cette idéologie qui nous apparaît naturelle au même titre que la pluie et le beau temps.

Mais dès lors que nous sommes conscients de ce stratagème, les rouages de cette machine sautent aux yeux !"

LVOG - Comme quoi il y a des travailleurs qui réfléchissent, et dont la réflexion va plus loin que chez un grand nombre de militants.

2- "Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les travailleurs et la planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toute autre considération (destruction de l'écosystème, paupérisation...) est sans objet car ignorée du capitalisme.

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels. Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière – et non un cas général de la recherche de profit, comme on pourrait le penser.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !

À terme, le capitalisme permettrait de produire sans l'homme – car les machines coûtent moins cher – des choses que l'on ne pourrait se payer, faute de revenus !

C'est le comble de l'absurdité pour un système économique, mais c'est la logique du capitalisme.

Les entreprises deviennent aussi superflues, puisque leur clientèle disparaît, faute de solvabilité. À l'exception notable de certaines, largement automatisées, nécessaires à la satisfaction des besoins des seuls "propriétaires" qui disposeront à terme de l'ensemble des ressources, puisque les travailleurs « inutiles » auront été renvoyés en marge du système.

Le capitalisme livré à lui-même finira par s'effondrer. ... le temps de mettre en place un autre système, dans lequel les hyper-fortunés conserveraient le pouvoir absolu, par l'intermédiaire d'États policiers."

LVOG - Vous avez raison, on ne doit rien au capitalisme, on n'a pas à se prosterner devant... Et on va droit vers le totalitarisme...

3- "Non on ne peut pas produire sans les travailleurs mais avec un nombre de + en plus restreint. Je répète : la plus value est créée par les travailleurs, les machines (robots compris) ne font que transférer la leur. La valeur c'est du temps de travail social moyen et donc créée par le travailleur qui transforme une grande partie de sa vie: le travail de ses muscles, de son cerveau, à un matériau pour en faire un produit utile et d'un coût déterminé par la quantité de travail incorporé en lui et réalisé par le marché. Lire attentivement le livre 1 du Capital ou une brochure comme "Travail salarié et capital" par ex. Karl Marx découvreur de la science historique et critique du mode de production capitaliste entre autres."

4- "Un robot est du capital au même titre qu'un animal. Peu importe qu'il soit issu du travail ou de la nature. (Un ouvrier est aussi une forme de capital, qui a l'inconvénient d'être exigeant, et c'est pour ça qu'on l'a mis à part.)

A terme, il n'y aura théoriquement plus besoin du travail humain pour satisfaire les besoins des seuls propriétaires du capital. Les besoins des travailleurs devenus inutiles n'ont pas à être satisfaits, dans la logique du capitalisme. C'est d'ailleurs pour ça que, dans une société humaine, le Capital devra être propriété collective !"

5- "L'on ne soulignera jamais assez la responsabilité écrasante d'une certaine classe dirigeante du PS dans la situation de désordre civil qui règne aujourd'hui en France.

Car la descente aux "enfers" a commencé dès le "tournant de la rigueur" de 1983, et le ralliement de Mitterrand et du pouvoir "socialiste" à l'euro-atlantisme. Les victoires électorales du FN ont immédiatement suivi.

Car l'objectif des caciques du PS, n'a plus été dès lors de mettre en oeuvre une politique socialiste (il ne faut pas oublier qu'ils avaient été portés au pouvoir en ayant mis en avant le "programme commun de la gauche"), mais de rester au pouvoir coûte que coûte, même et surtout au prix de la trahison des valeurs dites de gauche.

Je ne referai pas tout l'historique des dernières décennies, qui a été riche en trahisons de la part du PS. Mais simplement, je dirai que le summum de la trahison a été atteint pendant le quinquennat Hollande, à tel point que ce dernier n'a pu se représenter en 2017 et a ouvert ainsi un boulevard à l'arrivée de la finance au pouvoir sous les traits du "jeune" Macron. L'on connaît la suite, la finance au pouvoir veut sa revanche sur les combats populaires historiques à la suite auxquels elle avait du céder des compensations sociales aux salariés qu'elle exploite, pour générer du profit actionnarial. Le drame c'est que sur l'échiquier politique aujourd'hui la gauche est

balkanisée, et que la finance peut espérer rester au pouvoir en 2022, en usant encore une fois du stratagème du “front républicain contre le fascisme”. Alors que la finance c’est le berceau du fascisme !”

LVOG - Et qui est le représentant de la finance en France ? Macron, le représentant de l’extrême-centre qui n’a rien à envier à l’extrême droite.

6- "Ironie du sort, Hollande est arrivé au pouvoir grâce à son fameux “Mon ennemi c’est la finance !”, et son quinquennat a été l’incubateur de la présidence Macron : en clair l’arrivée à la plus haute charge de la République d’un financier.

D’un financier qui a profité de la naïveté et de la peur de bien des Français, pour se faire élire face à une “menace fasciste”, qui sans les trahisons des différents “pouvoirs socialistes” n’existerait pas aujourd’hui en France. En tout cas au niveau où on la connaît aujourd’hui. Au point d’avoir le statut d’opposant préféré de la finance lors des rendez-vous électoraux majeurs dans notre pays.

Ce “monstre fasciste” fruit de toutes les trahisons des pouvoirs “socialistes” depuis quatre décennies, est la meilleure assurance de la finance pour se maintenir au pouvoir en 2022, et finir de détruire tous les services publics et systèmes sociaux qui ont fait de la France, depuis l’après-guerre, un pays où il faisait bon vivre. C’est évidemment de moins en moins le cas, et le monde regarde médusé les exactions du pouvoir financier macronien contre sa propre population, qu’il maltraite violemment par une utilisation jamais vue depuis la guerre d’Algérie des forces de police et de l’institution judiciaire. Forces de police qui de “gardiens de la paix” (tâche respectable et nécessaire), ont été transformées en “forces de l’ordre” : en clair, forces au service d’un ordre financier injuste et donc brutal envers toute forme de contestation. En ce sens là, le “macronisme” mérite bien d’être qualifié de start-up fasciste."

LVOG - Si vous y tenez, passons sur votre naïveté à propos de Hollande ou votre conception frelatée de la gauche...

7- "Vous oubliez (sciemment?) la droite qui, elle aussi, a sa part de responsabilité: les années Giscard (69 à 74 ministre des finances et 74 à 81 Président), Chirac (de 86 à 88 1° ministre, de 95 à 2007 président), Balladur (ministre des finances de 86 à 88, 1° ministre de 93 à 95), Barre (67 à 73 à l’UE et 76 à 81 ministre des finances), Sarkozy (ministre du budget en 1993,.....) et bien d’autres.

Bref toute ça pour dire que ces politiques menées depuis les années 70, l’étaient par des personnages ayant les mêmes desseins (issus des mêmes sphères sociales et se partageant finalement les étiquettes “droite et gauche” suivant les postes disponibles au début de leur carrière).

Préciser aussi qu’à part la période mai 1981 à mars 1983, aucune politique véritablement de gauche n’a été menée. En fait, ils étaient tous d’accord pour mener des politiques néo-libérales, pro UE, pro OTAN, leurs différences respectives n’étant pas plus épaisses que du “papier à cigarettes”."

8- "Disons que, de la droite je savais à quoi m’attendre ! Mais j’ai eu tort de me faire des illusions (trop) sur la gauche, et la déception n’en fût que plus grande !”

LVOG - Que cela vous serve de leçon. Cherchez pourquoi, sur quoi reposaient vos illusions...

9- "Le PS et avant lui la SFIO sont depuis la nuit des temps les ennemis du Peuple, ils ont entre autres voté la guerre en 1914... sauf Jaurès qui fut abattu pour ça.

Reprenez votre Histoire de l'entre deux guerres pour voir le nombre ahurissant de mesures contraires aux intérêts de ce dernier furent prises.

Les socialistes sont uniquement des représentants des nantis et des notables... les bobos de nos jours."

LVOG - Les capitalistes furent libéraux, puis conservateurs et maintenant néolibéraux selon les phases ou les cycles du capitalisme.

Et ceux que vous appelez socialistes, ils passèrent par la même évolution au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifiait. Ils n'ont jamais représenté autre chose que les intérêts des classes moyennes, mais comme les membres de cette classe renâclaient à descendre dans la rue pour affronter l'appareil policier de l'Etat, ils se servirent des gros bataillons de la classe ouvrière pour faire pression sur les gouvernements successifs, qui leur accorderont des avantages ou amélioreront leurs statuts en échange de leur soumission totale au régime. "

10- "Ennemi du peuple, je ne sais pas. Mais il est vrai que les sociaux-démocrates ont toujours fini par se ranger du côté de l'ordre capitaliste."

LVOG - Soyez cohérent, le ver était dans le fruit dès le départ. La preuve en est, que dès le dernier quart du XIXe siècle, à l'époque de la Commune ou peu de temps après je crois, Engels et Marx tombèrent d'accord pour abandonner la caractérisation de social-démocrate au profit de communiste, qui correspondait mieux à leur théorie, à leur idéologie, à leur programme, à leur objectif politique.

Mémoire des médias. Quand Libération offrait une tribune au fascisme social.

LVOG - Pourquoi cet article ? Parce que je me suis aperçu en lisant certains commentaires dans le blog Les Crises, que certaines personnes prêtaient au régime de Vichy des vertus sociales sans se poser de questions sur le contexte et leurs tenants et aboutissants, et je me suis dit qu'ils ne devaient pas être les seuls à le penser. Du coup, en cliquant sur un lien je suis tombé sur l'article suivant, qui de ce point de vue est hautement révélateur du fonctionnement de la machine à blanchir du fascisme.

L'auteur est une ultra sioniste admiratrice de Bernard-Henri Lévy (lire plus loin) et d'Israël. Tout s'explique.

Maréchal, nous y revoilà par Annette Lévy-Willard - Libération 19 octobre 2012

De la carte d'identité à l'ordre des médecins en passant par les tickets-repas ou le rugby à XV, Cécile Desprairies dresse dans «l'Héritage de Vichy» l'inventaire des mesures pétainistes toujours en vigueur.

Français, vous ne le savez pas, mais vous vivez encore à l'heure allemande. Au propre et au figuré. L'heure d'été ? Les Allemands arrivent le 10 juin 1940 à Paris et, le 10 juin au soir, les pendules sont à l'heure de Berlin. Avec l'heure d'été et l'heure d'hiver. Supprimées à la Libération, elles seront rétablies avec difficulté par Giscard d'Estaing en 1976, pour lutter contre la crise du pétrole. Ces mesures et beaucoup d'autres imposées par les occupants ont «inspiré» le gouvernement de Vichy qui a produit quelque 16 000 nouvelles lois sous le règne du maréchal Pétain. D'autant plus facilement qu'il n'y avait plus de Parlement...

La plupart de ces lois ont été effacées à la Libération, mais notre société contemporaine a gardé de Vichy, sans revendiquer cette paternité historique, l'ordre des médecins, l'ordre des architectes, le comité d'entreprise, la médecine du travail, le code de la route, des stations de sport d'hiver

appelées Courchevel, Val-d'Isère, Serre-Chevalier, la fête des mères, les tickets-repas, la police nationale, le rugby à XV... et la carte d'identité.

On a longtemps cru, avec les gaullistes, que «Vichy n'était pas la France». Qu'à la Libération, on repartait à zéro. Qu'on oubliait ces années noires de l'Etat français. Mais en 1945 la France continue, et l'administration, à quelques têtes près, est bien la même, celle qui a fait fonctionner avec zèle l'Etat français au service des nazis. Réalistes, les hommes de l'après-guerre récupèrent ce qui leur semble utile de l'héritage de Vichy. La France se modernise sans savoir, encore aujourd'hui, qu'elle doit nombre de ces innovations à la collaboration. Cécile Desprairies, philosophe, germaniste, auteure de plusieurs livres sur l'occupation (1), s'est plongée dans les archives des journaux officiels français et allemands, elle a mis à jour cet héritage oublié, refoulé, pour en finir avec le déni de l'histoire.

Du code de la route à la carte d'identité en passant par les tickets-repas, les CRS, la police nationale, toutes ces mesures viennent du gouvernement collabo de Vichy...

La France d'après-guerre s'est construite sur une phrase très ambiguë de De Gaulle : «La France a besoin de TOUS les Français.» Alors que le Général n'a jamais ouvertement condamné ce qui s'était passé, il n'a jamais parlé de la déportation des Juifs. La France d'après 1945 était en fait restée très vichyste. En principe, en novembre 1944, tout est abrogé. La légalité républicaine est rétablie. Certes les lois discriminatoires ont disparu, mais certaines lois reviennent vite, on change un mot, un verbe, un adverbe. C'est le visage d'une certaine France, un certain esprit de Vichy qui perdure et on ne veut pas le voir.

Le plus symbolique : Vichy institue la carte d'identité obligatoire pour surveiller et contrôler la population et, surtout, exclure les «étrangers». Avec un numéro national qui est toujours celui de la Sécurité sociale aujourd'hui. A la Libération, certains pays ont supprimé cette carte. La France l'a gardée.

Il fallait prouver qu'on était français pour avoir cette carte d'identité, et le numéro national mis au point en 1940 est toujours celui de la Sécurité sociale aujourd'hui avec le fameux 99 : si vous avez 99 dans votre numéro de Sécurité sociale, cela veut dire que vous êtes né à l'étranger.

A l'époque, c'était mortel...

C'était en tout cas mauvais signe. C'était une carte d'exclusion. A peine Vichy l'a-t-il créée qu'il a fallu y mettre le tampon «juif» si on était juif. Pierre Laval, chef du gouvernement de Pétain, a rendu la carte d'identité obligatoire. Avant guerre, on avait essayé d'en instaurer une pour le département de la Seine, mais cela n'avait pas marché. A la

Libération, la carte d'identité servait encore à contrôler, et plus tard, elle permettra de distinguer les Français pendant la guerre d'Algérie.

En 1940 aussi, Vichy installe l'ordre des médecins, qui commence par recenser les médecins juifs, les jette dehors, les dénonce, aide au pillage de leurs cabinets. Et l'ordre est toujours là. Dans les revues médicales, on signalait les cabinets vacants des «médecins étrangers», on revendait leur matériel... L'image horrible d'une certaine France.

L'ordre des médecins n'a pas été abrogé, le président qui avait appliqué les lois antisémites n'a pas été inquiété, il a continué à présider l'ordre pendant quinze ans après la fin de la guerre, sans aucun problème. Il a simplement dit qu'il avait fait «ce qu'il pouvait pour sauver des Juifs»...

Et l'ordre des architectes ?

Pareil, l'ordre des architectes, puis celui des experts comptables. Vichy est une révolution qui supprime les syndicats, les partis politiques, et met à la place des instances représentatives des professions et des métiers, les corporations. Le premier président de l'ordre des architectes est le célèbre Auguste Perret, l'architecte qui a construit le Théâtre des Champs-Élysées et le palais d'Iéna. En 1941, un décret limite à 2% le nombre des architectes juifs, l'ordre des architectes participe à la spoliation des Juifs. Louis Darquier de Pellepoix, commissaire général aux questions juives, siège d'ailleurs à son conseil d'administration. Pour adhérer à tous ces ordres, il faut d'abord affirmer sous serment qu'on n'est pas juif.

A la Libération, ces gens ne sont pas inquiétés. Les Juifs sont bien sûr réintégrés et les ordres continuent, sur un mode un peu plus soft : aujourd'hui, on peut se plaindre auprès de l'ordre des médecins si quelqu'un ne fait pas son boulot...

Vichy décerne la médaille du « meilleur ouvrier de France » (MOF), remise encore aujourd'hui par le président de la République...

C'est la révolution nationale de Vichy qui met le IIIe Reich à la sauce française, avec un peu de christianisme, d'archevêques. Le concours du meilleur ouvrier de France est créé en 1941 à l'exemple du Reichsberufswettkampf (concours professionnel du Reich). Le meilleur ouvrier de France honoris causa, c'est Pétain. D'ailleurs, dans son bureau, il y avait son grand diplôme «MOF». Dans la France de 2012, le président de la République est toujours «meilleur ouvrier de France d'honneur».

Les syndicalistes connaissent-ils les origines du comité d'entreprise (CE), de l'inspection du travail, des tickets-repas ? Où pensent-ils que c'est un héritage du Front populaire ?

La révolution nationale de Pétain remplace la lutte des classes par des commissions sociales. Vichy a créé les CE avec l'argent prélevé sur la masse salariale qui permettra de développer les villages de vacances, les loisirs en famille et toutes sortes de mesures sociales. Vichy invente les cantines - avant les ouvriers venaient avec leur gamelle - et les tickets-repas qui fonctionnent comme les tickets de rationnement. La création du menu à prix fixe est également liée aux restrictions alimentaires pendant la guerre. Beaucoup de mesures sociales ont été attribuées, à tort, au Front populaire. Plus tard le général de Gaulle confiera dans ses Mémoires, que «les doctrines sociales de la révolution nationale, organisation corporative, charte du travail, privilèges de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans intérêt».

Au chapitre répression, la France a hérité de la police nationale et des milices parastatistiques qui deviennent les CRS...

René Bousquet, le chef de la police de Vichy, celui des rafles du Vél d'Hiv, intègre dans ses forces les groupements mobiles de réserve ou gardes mobiles de réserve (GMR). Jeunes hommes de moins de 30 ans, peu formés, ils doivent «être en parfaite condition physique, actifs et vigoureux». Ces milices de l'Etat chassent les maquisards dans les montagnes, encadrent les rafles et aident à la déportation des Juifs. Les GMR sont dissous en novembre 1944 pour renaître très vite, à l'identique, avec le même uniforme. Ils intègrent des éléments des FFI (Forces françaises de l'intérieur), changent de nom et s'appellent désormais compagnies républicaines de sécurité ou CRS. Cette police des foules s'illustre ensuite dans la répression des grandes grèves ouvrières, des manifestations de la guerre d'Algérie, et devient célèbre en Mai 68 quand les manifestants hurlent «CRS-SS» : un retour de l'histoire...

Quant à la police nationale créée par Vichy, même le chef de cabinet de Pétain trouvait que son uniforme ressemblait trop à celui des SS. Cette nouvelle police nationale fera seule, sans les Allemands, la grande rafle du Vél d'Hiv.

C'est Pétain qui impose les vaccinations, installe la médecine scolaire, la médecine du travail. Une exigence des Allemands ?

Les nazis sont obsédés par les maladies. Ils trouvent les Français très sales. Selon eux, ils ne se lavent pas et transmettent des maladies mortelles contagieuses - la syphilis, à l'époque, n'est pas curable. Donc les Allemands font pression sur Vichy pour instaurer le contrôle de la population : carnet de vaccination, vaccinations obligatoires, la médecine scolaire, la médecine du travail. Le certificat prénuptial obligatoire avant le mariage, supprimé il y a quelques années, est copié sur le certificat d'aptitude au mariage allemand. Il visait à repérer la syphilis ; plus tard, il servira pour le sida.

Le Front populaire, sous l'influence du courant hygiéniste d'avant-guerre, avait déjà mis en place la prévention de la tuberculose dans les dispensaires, c'est donc un héritage aussi du Front populaire, mais Vichy ne s'en réclame pas.

Autre obsession nazie, le culte du corps et du sport : on découvre que le rugby à XV, le handball, le judo, les stations de Courchevel, Chamrousse, Val-d'Isère, sont un legs de l'occupation.

Handball, c'est un mot allemand, pas anglais. Le rugby devient à XV parce que le rugby à XIII est trop anglais, et Vichy cherche à se débarrasser de tout élément anglophone. Le gouvernement de Pétain se rattache aux forces de l'Axe, on introduit alors le judo, un sport du Japon, pays allié du Reich.

Les Allemands sont aussi fous de montagne. A ce sujet, le ministre des Sports de Vichy, Jean Borotra, va expliquer qu'il faut «que chacun d'entre nous s'astreigne à pratiquer un de ces sports où on apprend à affronter les chocs, les coups, les risques...» On inaugure à Val-d'Isère en 1943 le téléphérique le plus rapide du monde, et Vichy crée la profession de guide de haute montagne.

On ignore aussi que notre code de la route a été copié sur celui de l'Allemagne.

La France n'avait que trois ou quatre panneaux, et les bornes Michelin qui indiquaient le kilométrage. Le panneau sens interdit était écrit en français et les Allemands ne pouvaient pas le comprendre. Alors ils instaurent des panneaux avec la barre blanche pour sens interdit, des signes pour l'obligation de tourner à droite, etc.

Et notre paysage urbain façonné par la collaboration de Vichy et de l'Allemagne : les régions, les autoroutes, le périphérique...

Les provinces françaises ont été redécoupées à partir de la carte d'un géographe nazi qui fait la théorie des nœuds centraux : il faut une ville de taille moyenne au milieu de chaque région. Le périphérique est aussi un projet allemand. Il s'agit toujours d'isoler l'élément sain des «éléments malades», les communistes, les réfractaires, les gaullistes des banlieues rouges, en construisant une ceinture protectrice autour de Paris. Comme pour le reste, les Allemands décident, font le plan, et ensuite les services de Vichy exécutent. En 1943, l'inspecteur général René Mestais justifie ainsi ce projet : «Il importe d'éviter à tout prix que Paris ne coule dans une banlieue qui l'enliserait pour un siècle... Voici Paris, sans le confondre avec Levallois, Aubervilliers, Pantin, Vitry ou Malakoff. Ce sera le rôle dévolu au boulevard périphérique.» L'idée d'un boulevard périphérique est née en 1943 et non, comme on le croit, dans les années 70. Et les autoroutes sont dessinées afin de relier Paris à Berlin. Pour Vichy, l'allié, c'est l'Allemagne, et l'ennemi, les Anglo-Saxons.

On ne connaît pas non plus l'héritage culturel des années noires. Par exemple, l'Idhec, la première école de cinéma en France (qui devient la Fémis en 1986), les fouilles archéologiques, la Réunion des musées nationaux...

Il n'y avait pas d'école qui forme des techniciens et des réalisateurs de cinéma. Et les Allemands avaient de l'avance grâce à leur film en couleur Agfa. L'Institut des hautes études cinématographiques ouvre en janvier 1944 sous la présidence de Marcel L'Herbier. Henri Langlois y fait des conférences, le réalisateur Claude Autant-Lara est au jury. Alain Resnais est de la première promotion de l'Idhec.

Et Mozart arrive pour la première fois en France avec l'armée allemande.

C'est très étonnant. Mozart, avant la guerre, était rarement joué en France. On jouait un peu de Wagner, du bel canto, pas Mozart. Arrivent les Allemands, qui créent au printemps 1941 la semaine Mozart. Ils font venir un jeune chef d'orchestre, Herbert von Karajan, et pour la première fois Mozart est joué à l'Opéra de Paris et dans les jardins du Palais Royal. Les Noces de Figaro est donné en l'honneur des commandos supérieurs de la Wehrmacht au Théâtre des Champs-Élysées, avec un livret de Lorenzo Da Ponte, juif dont le nom va disparaître de l'affiche. A la Libération, Mozart n'est plus joué, il ne revient qu'en 1948 quand la ville d'Aix-en-Provence organise un festival Mozart. C'est du refoulé collectif, tout le monde pense que Mozart a toujours fait partie de notre vie.

Enfin, très paradoxal, l'évolution des femmes. D'un côté, on en fait des mères pondeuses avec la fête des mères ; de l'autre, on les encourage à travailler, à avoir un carnet de chèques.

La fête des mères est une invention pour répondre à la baisse de la natalité. Il faut remonter la courbe, alors on développe le culte des mères, le culte de la famille, et la fête des mères bien évidemment. Vichy valorise la femme au foyer, la mère de famille nombreuse, Pétain annonce qu'il sera le parrain de tout enfant qui est le seizième s'il y en a quinze vivants...

Mais plus d'un million d'hommes sont partis, sont prisonniers, et les femmes sont mises au travail. Pétain les encourage à devenir secrétaires, dactylos. La secrétaire est une image de Vichy. En même temps, c'est une étape. Le gouvernement Laval les autorise à avoir leur propre chéquier. Mais cette autorisation est supprimée à la Libération. Incompréhensible...

Les femmes entrent aussi pour la première fois dans la société civile, on voit des reportages allemands sur la première femme au conseil municipal qui célèbre un mariage.

L'histoire a préféré oublier ces vestiges de Vichy et de la collaboration dans la société française ?

Les historiens sont mal à l'aise. Prudents et critiques, par exemple sur le travail des femmes. De même avec les lois importantes sur les enfants délinquants. Vichy a un grand souci de l'enfant, qui n'est plus vu comme un adulte en miniature mais comme un être avec des droits propres, qui doit être sauvegardé, protégé, rééduqué. Les nouvelles lois vont donc limiter sa responsabilité pénale, l'enfant délinquant n'est plus envoyé dans des bagnes, mais dans des maisons de redressement. Tout le monde croit que ces lois datent de 1945, de la Libération, alors que la protection de l'enfant délinquant, c'est Pétain. On refoule l'héritage parce que ce serait reconnaître que le régime de Vichy était complexe, que Vichy, c'est aussi la France.

(1) «Ville lumière, années noires : les lieux du Paris de la collaboration», préface de Pierre Assouline, éd. Denoël, 2008. «Paris dans la collaboration», préface de Serge Klarsfeld, éd. Seuil,

2009. «Sous l'œil de l'occupant : la France vue par l'Allemagne», éd. Armand Colin, 2010.
Libération 19 octobre 2012

LVOG - Cet article est digne de Libération. Soyez fier d'être fasciste, on lui doit tant !

Vous rendez-vous compte ce que vous devez au régime de Vichy et de l'Allemagne nazi, ingrats et ignorants que vous êtes, vous devriez avoir honte de ne pas encore voter RN-FN, c'est une Lévy qui vous le dit, cela vous étonne ?

Je n'ai pas trouvé sur le Net la biographie de cette immonde créature, Annette Lévy-Willard, tout ce que je sais c'est qu'elle est reporter à Libération, par contre j'ai dégoté un article de la même époque qui n'était pas à piquer des vers. En le lisant je me suis demandé si je ne rêvais pas, puis je me suis souvenu de ce que je venais de lire.

<http://www.bernard-henri-levy.com/libye-lespoir-a-gagne-liberation-25-mai-2012-article-de-annette-levy-willard-29277.html>

Libye. L'espoir a gagné (Libération, 25 mai 2012, article de Annette Lévy-Willard)

Extraits. Du soulèvement à la libération, le philosophe Bernard-Henri Lévy signe un film qui retrace les huit mois d'insurrection.

Dans le désert libyen, cette fois, la révolution gagnera la bataille, le soutien international viendra au secours du peuple assiégé, le tyran Kadhafi n'y survivra pas. Bernard-Henri Lévy se trouve au Caire, sur la place d'une autre révolution, en février 2011, quand il décide d'aller en Libye. Et se trouve emporté, témoin et très vite acteur de la rébellion.

L'écrivain et philosophe devient militant et homme politique, au nom du «devoir d'ingérence», le temps de la révolution libyenne.

Et on revoit donc, en images, ces huit mois où les Libyens ont pris leur sort en main, où le monde occidental a compris que l'histoire était du côté de ce peuple, que le XXI^e siècle ne pouvait pas toujours reproduire les erreurs génocidaires du XX^e.

L'image de Bernard-Henri Lévy seul sur des marches, à Benghazi, essayant de joindre Nicolas Sarkozy au téléphone, puis, plus tard, réussissant à sortir le général Younès (qui sera assassiné), Souleiman Fortia et une délégation militaire, de Misrata assiégée, pour une rencontre secrète avec Sarkozy à l'Elysée. Et faisant le tour de la planète, obstiné, pour supplier les dirigeants d'aider le peuple libyen à gagner la guerre.

La joie des Libyens libérés après quarante ans de barbarie, Sarkozy et Cameron, en visite officielle dans Tripoli, fêtant la victoire avec le peuple reconnaissant. Mais aussi le premier discours du président Abdeljalil citant la charia comme référence légale dans le futur Etat libyen. Libération, 25 mai 2012

LVOG - Peuple libyen soyez heureux des bienfaits que vous ont procurés la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, Israël et l'Otan, quelle oeuvre sociale digne du régime de Vichy et de l'Allemagne nazi réunis ! Vous comprenez la nature du sionisme, ce qui se cache derrière leur discours sur l'antisémitisme ?

Qui sème la guerre en porte la responsabilité.

Crash d'un avion près de Téhéran: l'Iran exclut la thèse du missile - AFP11 janvier 2020

L'Iran a nié catégoriquement vendredi la thèse selon laquelle le Boeing 737 qui s'est écrasé mercredi près de Téhéran aurait été touché par un missile, piste privilégiée par plusieurs pays, notamment le Canada dont nombre de citoyens ont péri dans le crash.

Citant une "source informée", l'agence de presse iranienne Fars a indiqué vendredi soir que "la cause du crash de l'avion ukrainien (serait) annoncée" samedi après une réunion de la commission d'enquête "en présence des parties (iraniennes) et étrangères".

Toute spéculation avant cette "annonce officielle" n'est "pas crédible", souligne-t-elle.

...et quelques heures plus tard...

L'Iran reconnaît avoir abattu "par erreur" le Boeing ukrainien - Le HuffPost 11 janvier 2020

Trois jours après le crash d'un Boeing 737 peu après son décollage à Téhéran, l'armée iranienne a reconnu ce samedi 11 janvier que l'avion avait été touché "par erreur" par un missile, l'état-major iranien a finalement reconnu dans un communiqué qu'une "erreur humaine" était à l'origine du crash qui a causé la mort de 176 personnes.

La catastrophe s'est produite dans les heures ayant suivi des tirs de missiles de l'armée iranienne sur des bases militaires abritant des soldats américains en Irak menés en représailles à l'assassinat ciblé du général Qassem Soleimani. Le HuffPost 11 janvier 2020

...et finalement le récit complet :

Comment l'Iran a abattu un avion ukrainien: le récit d'un général - AFP 11 janvier 2020

Téhéran (AFP) - Le commandant de la branche aérospatiale des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de l'Iran, a endossé samedi la "responsabilité totale" de la catastrophe de l'avion de ligne ukrainien abattu mercredi après son décollage de Téhéran, par un missile iranien tiré "par erreur".

Le drame a fait 176 morts. Les victimes sont essentiellement des Iraniens et des Canadiens, mais également des Afghans, des Britanniques, des Suédois et des Ukrainiens.

Voici les principaux points de la déclaration de plus de 10 minutes du général de brigade Amirali Hajizadeh, diffusée par la télévision d'Etat.

"J'ai appris (la nouvelle du drame) alors que j'étais dans l'ouest du pays, après que l'Iran a tiré des missiles contre des bases", indique le général de brigade en allusion aux bases utilisées par l'armée américaine en Irak. Les tirs iraniens étaient en représailles à l'élimination le 3 janvier du général iranien Qassem Soleimani, tué dans un raid américain à Bagdad.

"J'endosse la responsabilité totale (de cette catastrophe) et je me plierai à toute décision qui sera prise."

"J'aurais préféré mourir plutôt que d'assister à un tel accident."

"La nuit de l'accident (...) l'état d'alerte était au niveau guerre. Cette nuit-là, nous étions prêts pour un conflit total", à cause des menaces américaines, dit-il.

A ce moment-là, "je considère (la guerre) probable (...) en raison de la présence de nombreux avions dans le ciel (du Moyen-Orient), des avions de guerre et quelques bombardiers" envoyés en renfort.

"C'est la conséquence de la malfaisance de l'Amérique, des tensions qu'elle crée dans la région et de ses actions."

- "Missiles de croisière" -

"A plusieurs moments, le système (de défense) rapporte que des missiles de croisière ont été tirés en direction du pays et à une ou deux occasions, il est répété que ces missiles sont en route: soyez prêts!"

"Les systèmes (de défense) sont en état d'alerte maximale. Il n'y a qu'à appuyer sur le bouton."

"Etant donné les informations qui lui ont été données sur le fait que c'est une situation de guerre et que des missiles de croisière ont été tirés, l'opérateur (du système de missile ayant abattu l'avion) identifie (l'avion) comme un missile de croisière."

"Il était obligé de contacter (un échelon supérieur) et d'obtenir vérification (de la cible)."

"Là, il y a eu une erreur de l'opérateur. Mais son système de communication a apparemment été perturbé. Il y a peut-être eu un brouillage du système, ou le réseau était occupé. Quoi qu'il en soit, la conséquence est qu'il n'a pu contacter personne".

"Il avait dix secondes pour décider. Il pouvait décider de tirer ou de ne pas tirer. Malheureusement, étant donné les circonstances, il a pris la mauvaise décision: le missile est tiré et l'avion est touché."

"C'était un missile de courte portée qui a explosé près de l'avion. C'est ce qui explique que l'avion a pu continuer de voler."

"L'un de nos (hommes) a commis une erreur et comme il est sous notre commandement (...) la responsabilité doit nous incomber. Nous sommes attristés (...) nous sommes désolés."

"Malheureusement, à cause d'une décision prise à la hâte par une personne, cette grande catastrophe a eu lieu."

Revenant sur le démenti formel apporté vendredi par l'Organisation de l'aviation civile iranienne à la thèse du tir de missile, le général Hajizadeh affirme que celle-ci a "agi en fonction de la connaissance" qu'elle avait de la situation. "Ils n'étaient pas au courant" jusqu'à ce que l'état-major des forces armées reconnaisse une erreur humaine samedi.

Sur ce point, le général laisse entendre que l'état-major a commencé à soupçonner une erreur des forces armées dès mercredi et a formé en conséquence une commission d'enquête.

"La raison pour laquelle il a fallu attendre plusieurs jours pour que cela soit annoncé n'est pas que certains voulaient cacher la vérité" mais que la "procédure" en pareille situation est que "nous ne sommes pas autorisés à dire quoi que ce soit à qui que ce soit".

L'enquête est menée rapidement, dit le général, et "vendredi, presque toutes les informations sont rassemblées et la nature de l'accident apparaît alors clairement".

"Nos collègues de l'aviation civile (...) n'ont commis aucune faute. Nous sommes les seuls fautifs."

Pourquoi les vols commerciaux n'ont pas été annulés cette nuit là ? La question a été posée au général par la télévision.

"Je ne veux accuser personne", a-t-il répondu. "Naturellement cette question fera l'objet d'une enquête (...)."

"De mon point de vue, quand la situation tourne à la guerre", la décision d'annuler le trafic aérien civil doit être prise "par les autorités compétentes, mais (...) cela n'a pas eu lieu."

"L'organisation de l'aviation civile n'est pas fautive. On ne leur a pas demandé" d'annuler les vols.

"C'est une erreur et un problème des forces armées" seules. AFP 11.01

LVOG - Ce récit correspond-il à la réalité, je n'en sais rien, il pourrait y avoir deux autres explications.

La première, un militaire iranien agent de l'Etat profond américain aurait pu abattre cet avion afin de fournir un prétexte à Trump pour bombarder l'Iran, c'est plausible après que Thierry Meyssan ait révélé que ces agents existaient. La seconde explication, en abattant un objet volant non identifié fonçant sur Téhéran, les autorités iraniennes ont pu vouloir faire la démonstration de l'efficacité de leur défense anti-aérienne et montrer ainsi aux Américains ce qui arriverait à leurs drones, avions ou missiles s'ils attaquaient l'Iran, cette explication est également plausible.

Epilogue.

- Crash de l'avion ukrainien: une cyberattaque US aurait leurré les radars iraniens (site militaire russe) - Almanar 11 janvier 2019

Le site militaire russe Avia.pro est revenu sur l'accident du à une erreur humaine et qui a provoqué le crash du Boeing 737 ukrainien en Iran, le 8 janvier dernier, quelques minutes après son décollage, causant la mort de 179 passagers et membres de son équipage.

Se fiant à des experts militaires, il rapporte que le coup ressemble point par point à la destruction au large de Lattaquié en Syrie, en septembre 2018, d'un IL-20 russe : les chasseurs israéliens qui étaient traqués par les missiles syriens l'avaient utilisé comme bouclier, quitte à en causer la destruction et la mort de 15 passagers.

Le site militaire russe se réfère à une enquête indépendante qui conclut à la « responsabilité au moins partielle US » dans la tragédie du 8 janvier :

« Selon des experts, l'armée américaine a délibérément modifié les informations sur le vol du Boeing 737 ukrainien, ce qui en a fait une véritable cible pour les systèmes de défense aérienne iraniens. Selon les données qui ressortent des sources liées au Pentagone, plusieurs avions militaires américains ont été observés dans le ciel près de l'espace aérien iranien, juste au moment du vol du Boeing et des anomalies ont été observées sur les radars iraniens, vraisemblablement dues à une cyberattaque. L'avion civil a alors été pris pour un avion de combat se dirigeant droit vers une cible militaire.

Dans la mesure où le pilote a fait un demi-tour, il est fort probable que la cyberattaque US ait également visé le système de navigation du Boeing ukrainien. Ce n'est pas la première fois que les Américains font ce genre de coups », dit le site. Almanar 11 janvier 2019

En complément

- Israël a joué un rôle déterminant dans l'assassinat du général Qassem Soleimani par Gilles Munier - Mondialisation.ca, 12 janvier 2020

Alors que le New York Times laissait entendre que Benjamin Netanyahu avait été informé de la décision américaine, ce dernier niait toute participation à l'opération. Or, il s'avère aujourd'hui – preuves à l'appui – que les services de renseignement israéliens sont étroitement mêlés à l'assassinat.

Selon une enquête de la chaîne américaine NBC News, Israël a joué un rôle déterminant en confirmant la présence du général Soleimani le 3 janvier à bord du vol Damas-Bagdad de l'Airbus A320 de Cham Wings Airlines.

La CIA infiltre les services de sécurité des aéroports de Damas et de Bagdad

L'information provenait d'espions recrutés par la CIA au sein du service de sécurité de l'aéroport. Un tour de force car le nom du général et ceux des membres de son escorte n'étaient pas sur la liste des passagers, les Iraniens déposés au bas de la passerelle embarquant directement dans l'avion.

Il ne restait plus aux Américains qu'à suivre l'Airbus par satellite et à faire décoller des drones tueurs garés sur la base Aïn al-Assad située dans la région d'Al-Anbar. Parmi eux, un drone MQ-9 Reaper chargé de transmettre, en temps réel, au Pentagone et à la CIA le déroulement de l'opération.

D'autres espions américains infiltrés à l'aéroport de Bagdad confirmèrent ensuite l'heure d'atterrissage de l'Airbus et signalèrent sans doute qu'Abou Mahdi al-Muhandis – chef du Hezbollah irakien et n°2 des Hachd al-Chaabi – accueillerait le général.

On connaît la suite : à la sortie de l'aéroport, deux tirs de missiles Hellfire (Feu de l'enfer) pulvérisèrent le véhicule blindé transportant Qassem Soleimani et Muhandis, un autre celui de leurs gardes du corps.

A Damas et à Bagdad, des suspects ont été arrêtés. En Irak, Falah Al-Fayyad – conseiller à la sécurité nationale et coordinateur en chef des Hachd – mène l'enquête dans l'espoir de démanteler le réseau pro-américain impliqué dans l'opération. Mondialisation.ca, 12 janvier 2020

Crise politique mondiale. Encore un Etat sans nouveau gouvernement après des élections législatives.

- Le Parlement tunisien rejette le gouvernement proposé par Habib Jemli - Reuters 11 janvier 2020

Le Parlement tunisien n'a pas accordé sa confiance vendredi soir au gouvernement proposé par le Premier ministre désigné Habib Jemli, ouvrant une nouvelle période de tractations compliquées pour tenter de mettre sur pied une coalition.

Les députés ont rejeté par 134 voix contre 72 le cabinet proposé par Jemli.

Il appartient désormais au président Kaïs Saïed de désigner un nouveau candidat au poste de Premier ministre.

Les élections générales d'octobre dernier ont débouché sur un parlement très fractionné. La première force parlementaire, la formation islamiste modérée Ennahda, qui soutenait le cabinet Jemli, ne contrôle que 53 des 217 sièges de l'assemblée. Reuters 11 janvier 2020

Instrumentalisation hystérique du climat

Qui dit mieux ?

- Australie : jusqu'à un million de milliards d'animaux tués - LePoint.fr 11.01

Selon deux chercheurs, ce ne sont pas 500 millions mais un million de milliards d'animaux qui sont morts dans les feux gigantesques en Australie depuis septembre. LePoint.fr 11.01

LVOG - Pendant que d'autres sont en état de mort cérébrale, c'est la pire puisqu'ils continuent à être nuisibles !

Normal : L'Etat est la première organisation terroriste !

- Extinction Rebellion, organisation terroriste? La police britannique admet une erreur - Le HuffPost 11 janvier 2020

LVOG - Avant d'être recadré, non, la police antiterroriste britannique n'avait pas commis d'erreur.

Dans un fascicule officiel destiné aux institutions et aux différents services de sécurité afin de sensibiliser sur les risques de radicalisation des jeunes, la police antiterroriste britannique a classé l'organisation écologiste dans la catégorie des groupes terroristes aux côtés notamment du groupe néonazi National Action, et du groupe Al-Muhajiroun, qui a plaidé allégeance à Daech. Le HuffPost 11 janvier 2020

Propagande idéologique des agents du Green New Deal.

Rappel. Le blog Les Crises ne reproduit que des articles favorables à la théorie du réchauffement climatique d'origine anthropique (activité humaine), normal, son propriétaire est lié à la finance.

Les cinq piliers malhonnêtes du climato-scepticisme – Par Mark Maslin (Source : Consortium News) - Les Crises 6 janvier 2020

Extraits.

Leur emprise sur la population semble sur le déclin. Selon deux sondages récents, plus de 75 % des Américains pensent que ce sont les humains qui sont à l'origine du changement climatique. (Le produit du matraquage hystérique médiatique et institutionnel. Aujourd'hui plus de la moitié des Américains ne croient plus en la version officielle du 11 septembre 2001. - LVOG) Les grèves climatiques dans les écoles, les manifestations d'Extinction Rebellion, les gouvernements nationaux déclarant une urgence climatique, l'amélioration de la couverture médiatique sur le changement climatique et un nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes ont tous contribué à cette évolution. Il semble également y avoir un regain d'optimisme quant à notre capacité à surmonter la crise. (Bref, le pire est à venir. - LVOG)

A un tel tournant, il est important de réussir à décrypter les différents types de dénégations.

N°1. Le déni de science

Tous ces arguments sont faux et il existe un consensus clair parmi les scientifiques quant aux causes du changement climatique. (Faux, ce consensus est frauduleux. Lire les documents mis en ligne dans ce portail pour en avoir confirmation. - LVOG)

Le revirement de l'opinion publique signifie que, de plus en plus, le travail de sape contre les scientifiques verra son effet diminuer. Les climato-sceptiques adoptent donc de nouvelles stratégies. (L'opinion publique a été manipulée, mais au fur et à mesure que le temps passe, elle va forcément s'en apercevoir. - LVOG)

N°2. Le déni économique

La thèse selon laquelle la lutte contre le changement climatique coûterait trop cher est une forme plus subtile de climato-scepticisme. (C'est pourtant la stricte réalité, chiffrée. - LVOG)

Ce que les climato-sceptiques oublient également de vous dire, c'est qu'ils protègent une industrie des combustibles fossiles qui perçoit chaque année 5 200 milliards de dollars de subventions – ce qui englobe les coûts d'approvisionnement subventionnés, les allègements fiscaux et les coûts environnementaux. Cela représente 6 % du PIB mondial. (Les climato-réalistes savent qu'il est impossible dans l'état actuel des choses de se passer des énergies fossiles, ajoutons le nucléaire contre lequel je suis, mais j'admets qu'en comparaison avec les énergies dites renouvelables, le nucléaire présente plus d'avantages que d'inconvénients, je ne suis ni borné ni dogmatique, mais pragmatique, je suis un ouvrier ! - LVOG)

N°3. Le déni humanitaire

Les climato-sceptiques soutiennent également que le changement climatique est bon pour nous. (Non, les climato-réalistes affirment qu'un léger réchauffement climatique n'est pas nuisible aux espèces organiques, dont les hommes, ce qui n'est pas du tout pareil. - LVOG)

Les détracteurs du changement climatique soulignent également que les plantes ont besoin du dioxyde de carbone atmosphérique pour croître, de sorte que le fait d'en avoir plus agit comme un engrais. (C'est exact. - LVOG)

Les climato-sceptiques vous diront qu'il y a plus de gens qui meurent du froid que de la chaleur, donc que des hivers plus chauds seront une bonne chose. C'est profondément trompeur. Les personnes vulnérables meurent de froid parce qu'elles sont mal logées et qu'elles n'ont pas les moyens de chauffer leur logement. C'est la société, et non le climat, qui les tue. (Quel aveu, et quand elles crèvent de faim, à cause de l'eau contaminée ou manque de médicaments ou de soins aussi ! - LVOG)

N°4. Le déni politique

Les détracteurs du changement climatique soutiennent que nous ne pouvons pas agir parce que d'autres pays n'agissent pas. (C'est inutile dans un pays déjà à faible taux d'émission de CO2 comme la France, en effet. - LVOG)

Le passage aux énergies renouvelables et aux véhicules électriques, par exemple, réduit la pollution de l'air, ce qui améliore la santé de tout le monde. (Alors que la nuisance des éoliennes n'est plus à démontrer... - LVOG)

Le développement d'une économie verte génère des avantages économiques et crée des emplois. (La guerre aussi, plus encore même ! - LVOG)

N°5. Le déni de la crise

Le dernier volet du déni du changement climatique est l'argument selon lequel il n'y a pas urgence à changer les choses, surtout compte tenu de l'incertitude soulevée par les quatre autres volets de déni ci-dessus. Les négationnistes soutiennent que le changement climatique n'est pas aussi grave que les scientifiques le prétendent. (Ils oublient de préciser que la plupart d'entre eux sont aussi des scientifiques. - LVOG)

La question fondamentale qui se pose est la suivante : pourquoi laissons-nous les privilégiés et les puissants nous convaincre de remettre à plus tard la protection de notre planète contre le changement climatique ? Les Crises 6 janvier 2020

LVOV - L'avant-dernier paragraphe montrait de manière magistrale qu'on était en présence de dangereux fanatiques prêts à tout pour atteindre leurs objectifs. Leur procédé en dernier recours est des plus grossier, l'amalgame ordurier, ils suggèrent que nous aurions un lien de parenté avec les esclavagistes, les misogynes, les colonialistes, les racistes, les homophobes, les destructeurs de la planète, les antisociaux à tendance liberticide, rien de moins ! Je plains ceux qui partagent leur thèse.

Selon l'auteur de cet article, ceux qui contestent les conclusions du GIEC ou s'opposent au Green New Deal emploieraient des arguments du même type que ceux *"qui ont été utilisés par le passé pour retarder la fin de l'esclavage, l'octroi du droit de vote aux femmes, la fin du régime colonial, la fin de la ségrégation, la dépénalisation de l'homosexualité, le renforcement des droits des travailleurs et des réglementations environnementales, l'autorisation du mariage entre personnes du même sexe et l'interdiction de fumer"*.

Commentaires d'internautes.

1- "Un climato-réaliste ou une personne honnêtement sceptique qui suit le sujet avec attention n'aura aucun mal à démonter les 5 points ci-dessus, ils sont d'une extrême grossièreté et ne tiennent aucunement compte de la complexité du débat.

Et c'est censé convaincre ? Fail total, mais on avait compris avec les 2 derniers paragraphes que ce n'était pas le but recherché. C'est un texte pour convaincre les convaincus qu'il est urgent de... de faire quoi exactement ?"

2- "Faisons simple : cet article est un discours politique qui prétend faire de la science avec un travail de journalistes (cf lien sur les événements extrême p. ex.). Il fini sur une série scabreuse sans queue ni tête qui amalgame son opposant climatique à l'esclavagisme, le ségrégationnisme, le colonialisme etc., afin de désigner un ennemi vaguement défini comme "les privilégiés et les puissants", mais dont on ne saura rien.

Et vous demandez des arguments ? mais la véritable question est plutôt de savoir comment vous, vous faite pour défendre ce genre de texte et prendre ça pour une argumentation scientifique crédible ?"

3- "Ce site devient l'observatoire du climato-négationnisme comme d'autres font un observatoire du conspirationnisme, ou comme le decodex est un ministère de la pensée.

Le réchauffisme est une idéologie et une religion qui se répand et distribue ses arguments inquisiteurs sans paraître comprendre que les sceptiques sont en fait acquis dans leur majorité à la cause écologique, mais refusent le diagnostic faussé et manichéiste qu'impose cette religion aux visées manipulatoires. Le climato-catastrophisme n'est rien de plus qu'un chiffon rouge idéologique, un arbre dont la vocation est de focaliser l'attention pendant que la forêt tombe. Le fait

qu'on mette tout sur le dos du climat, jusqu'à des conséquences qui sont le fait des guerres pour les ressources géostratégiques est extraordinairement parlant..."

4- "Non, si on prend les chiffres du réchauffement et que l'on regarde sur une période longue, donc en regardant avant 1850, on voit bien que :

– le réchauffement est antérieur au début de l'ère industrielle

– que les émissions de CO2 sur la deuxième moitié du XIXème siècle étaient minimes (graphiques rapport AR5 du GIEC)

– que l'évolution des températures ne suit pas l'évolution des émissions de CO2

Donc le vrai déni est de nier les causes naturelles et d'exagérer l'influence du CO2"

5 - "Il serait intéressant de trouver une étude sociologique pour avoir le profil type du climato-sceptique. Je n'ai trouvé aucune donnée mais l'hypothèse à vérifier serait peut-être celle d'une coïncidence climato-sceptique / mentalité bourgeoise."

6- "Une étude assez ancienne de l'IFOP conclut : "28 % des Français adhèrent aux argumentaires des climato-sceptiques (sur-représentation parmi les personnes âgées et les sympathisants de droite)... Vieux, de droite ... mâle blanc embourgeoisé de plus de 50 ans."

7- "Je vous recommande cette excellente conférence de l'ADEME présentant des résultats de sondages plus fiables que ceux de l'IFOP et réalisés sur une longue durée.

Le sujet de cette conférence est "Comment les Français perçoivent-ils le réchauffement climatique et l'effet de serre ?". Elle a été faite en mars 2019.

Vous apprendrez que l'environnement ne fait absolument pas partie des priorités des Français. Ils classent avant l'emploi, l'immigration, les inégalités et les impôts et taxes. 1/3 des Français sont climatosceptiques. Ce chiffre est à peu près constant, mais assez fluctuant tout de même (il dépend des sujets évoqués dans la presse et du temps qu'il fait)."